

**7 septembre 2000, New York**

**Allocution au World Leadership Forum 2000**

Monsieur George Pataki, Gouverneur de l'État de New York,

Monsieur Le Président du conseil de l'Association de politique étrangère,

Monsieur le Président de l'Association de politique étrangère,

Distingués invités,

Mesdames et messieurs,

Je voudrais remercier particulièrement la Foreign Policy Association, et son président Noel Lateef, de me donner l'occasion de représenter le Québec dans un forum aussi prestigieux à un moment où le monde a les yeux sur New York.

Aujourd'hui, j'ai le plaisir de partager la scène avec le gouverneur George Pataki. L'État de New York est, de loin, le plus gros partenaire commercial du Québec. Nous sommes voisins, nous partageons une histoire et une géographie communes, et notre relation s'étend à toutes les sphères d'activité. Le gouverneur et moi sommes très conscients des liens qui unissent nos populations et nous avons des vues communes sur nombre de questions, dont la mondialisation.

Je suis heureux d'être invité à cette réunion. J'y vois là une reconnaissance que le Québec a réussi, avec succès, le virage de la mondialisation. Au cours des cinquante dernières années, l'économie du Québec a rattrapé en partie l'écart qui la séparait des économies de ses voisins de l'Ontario et des États de la Nouvelle-Angleterre. Ces dernières années, en particulier, notre commerce international et notre économie du savoir ont fait des bonds sans précédent.

Permettez-moi d'abord de tracer un portrait de ce qu'est devenue notre société depuis cinq ou six ans. Au début des années 90, le ciel était sombre. Les finances du Québec étaient dans un triste état, nos programmes de solidarité sociale étaient compromis, et notre rendement économique, inférieur à celui du reste du Canada. Le taux de chômage atteignait un niveau inquiétant, et les investissements privés chutaient plus vite au Québec qu'au Canada.

Il y a cinq ans, nous avons décidé de prendre le taureau par les cornes. Nous n'aurions pu prendre une meilleure décision, car la situation a radicalement changé depuis. Les Québécois ont maintenant accès à un marché du travail vigoureux, et nos finances publiques sont saines. Je pense qu'il faut souligner que le taux de chômage au Québec a atteint cette année son niveau le plus bas depuis 1976. Ces deux ou trois dernières années, la création d'emplois a profité surtout aux jeunes. En 1999, le Québec a enregistré sa plus forte augmentation depuis 27 ans à ce chapitre.

Depuis le milieu des années 90, les investissements d'affaires ont augmenté plus rapidement au Québec que dans le reste du Canada. En 1999, le taux de croissance des

investissements privés au Québec a non seulement rattrapé celui du Canada, mais il a été six fois plus élevé. La croissance particulièrement forte des économies de Montréal et de Québec contribue à réduire le chômage et fait de ces deux villes d'importants centres des nouvelles technologies.

Notre réussite a été remarquable dans ce qu'on appelle la nouvelle économie. Dans son numéro de juillet 2000, le magazine Wired classait Montréal au douzième rang des 46 points chauds du réseau mondial de haute technologie. Montréal était la seule ville du Canada à figurer sur la liste et elle devançait des villes comme Tokyo, Los Angeles, Hong Kong, Copenhague et Singapour.

Le taux de croissance de 4,1 % que nous avons connu en 1999, était le plus élevé en onze ans. La croissance économique du Québec par habitant dépasse celle du Canada depuis 1994. Cela dit, nous savons qu'il est impérieux de poursuivre nos efforts. Heureusement, les pronostics économiques indiquent que cette croissance se maintiendra. Il y a encore beaucoup de travail à abattre, au moins en regard de votre État, Monsieur le Gouverneur, mais nous avons fait d'énormes progrès.

Comment en sommes-nous arrivés là? La tâche a été ardue, et il nous a fallu être tenaces. Il y a une génération, nous avons décidé d'investir massivement en éducation. Au début des années 50, les jeunes Québécois passaient en moyenne dix ans à l'école, soit deux ans de moins que les autres jeunes Nord-Américains. Aujourd'hui, ils ont en moyenne 16 ans et demi de scolarisation. C'est deux ans de plus que le reste des jeunes de l'Amérique du Nord. Je note aussi un élément qualitatif encourageant. Nos élèves de huitième année se classent parmi les premiers dans les concours internationaux de mathématiques, juste derrière les élèves asiatiques et devant les autres élèves nord-américains. Dans le groupe des 18 à 25 ans, la fréquentation des études post-secondaires est maintenant plus élevée au Québec que dans le reste de l'Amérique du Nord.

Cela a amené le New York Times à conclure que « Montréal devance maintenant Boston pour la proportion d'étudiants universitaires parmi les grandes villes de l'Amérique du Nord ». On pourrait dire que nous sommes venus tard à l'éducation, mais que nous nous y sommes mis à un train d'enfer.

Depuis deux décennies, notre esprit d'entreprise s'est aussi remarquablement libéré. Jusqu'à récemment, le magazine Canadian Business publiait, chaque année, la liste des 50 entreprises se développant le plus rapidement au Canada. Alors que l'économie du Québec représente moins de 25 % de celle du Canada, les entreprises basées au Québec en occupaient, chaque année, la moitié.

Les sociétés de capital de risque au Canada réalisent actuellement près de 50 % de leurs affaires au Québec. Les charges fiscales que nous imposons aux sociétés sont parmi les plus faibles en Amérique du Nord.

Comme la plupart d'entre vous le savez, nous sommes particulièrement favorables à la recherche-développement. De 1986 à 1997, la croissance moyenne des dépenses des entreprises dans ce secteur s'est établie à 7 %, donc au-dessus des autres pays du G7. Entre

1990 et 1996, le nombre de sociétés du Québec engagées en recherche-développement a plus que doublé.

De plus, la région de Montréal a maintenant la plus forte concentration d'emplois de haute technologie en Amérique du Nord par rapport à sa population. Nos secteurs les plus vigoureux comprennent les télécommunications, l'aérospatiale, les produits pharmaceutiques, les biotechnologies, le génie, l'hydro-électricité, le développement de logiciels, la protection environnementale et les finances. L'arrivée de la Nasdaq à Montréal complète ce tableau déjà bien fourni.

Ces résultats sont un effet direct de notre soutien enthousiaste aux accords de libre-échange. Nous avons toujours été fermement partisans des échanges commerciaux. Cette position remonte aux XVIIe et XVIIIe siècles alors que nos ancêtres canadiens-français ont joué un rôle de premier plan dans l'exploration de la vallée du Mississippi jusqu'à la Nouvelle-Orléans. Depuis lors, la vaste majorité des Québécois a soutenu les initiatives de libre-échange.

Le vote du Québec aux élections fédérales canadiennes de 1988 a été le facteur décisif qui a fait pencher la balance en faveur de l'Accord de libre-échange canado-américain de 1989. L'ancien secrétaire au Commerce des États-Unis, William Daley, a fait ressortir ce point lorsqu'il a dit que l'ALENA « ne se serait jamais réalisé sans les efforts infatigables et le soutien indéfectible de la population et du gouvernement du Québec ».

Aujourd'hui, des négociations en vue de la création d'une zone panaméricaine de libre-échange, s'étendant de l'île de Baffin à la Terre de Feu, sont en cours. C'est l'un des sujets qui seront discutés au Sommet des Amériques, qui aura lieu dans notre capitale nationale de Québec en avril 2001. Nous espérons que ces discussions seront fructueuses. Comme vous le savez probablement, le Québec a mené, ces dernières années, un important débat démocratique sur son avenir politique. Certains croient, comme moi, que l'avenir du Québec serait mieux servi si nous devenions un État souverain. D'autres se satisfont du statu quo ou persistent à croire, malgré les tentatives infructueuses des 40 dernières années, qu'il est possible de réformer le Canada de l'intérieur. Mais quelle que soit notre position, nous croyons qu'il appartient aux Québécois, et à eux seuls, de déterminer de façon démocratique quel sera leur avenir politique et constitutionnel. Et quelle que soit notre décision, le Québec a fait une fois pour toutes le choix d'être une société ouverte, profondément engagée dans l'économie panaméricaine et mondiale.

Le développement économique des petites nations dépend d'un accès libre et sûr à de grandes zones économiques. Cette logique est largement confirmée par les faits. Depuis cinquante ans, le commerce mondial s'est accru deux fois plus que la production mondiale. Il va de soi qu'un monde plus protectionniste entraînerait moins de commerce, moins de production et moins de revenu pour tous.

Le commerce international du Québec, pour sa part, a considérablement augmenté. Nous exportons maintenant 58 % de notre PIB. Notre principal partenaire commercial demeure les États-Unis. L'économie du Québec n'équivaut qu'à 2 % de l'économie des États-Unis, mais nous sommes actuellement le sixième partenaire commercial des États-Unis, derrière le

reste du Canada, le Mexique et le Japon et devant des pays de la taille de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie et du Brésil.

La nature des exportations du Québec s'est aussi considérablement transformée au cours des dernières années. Traditionnellement réputé pour ses exportations de matières premières, le Québec exporte aujourd'hui principalement des produits à haute valeur ajoutée. En fait, le Québec se classe maintenant avec honneur dans bien des secteurs de ce qu'on appelle la nouvelle économie.

Par exemple, plus de la moitié de la production de l'industrie aérospatiale canadienne provient du Québec. Avec 40 000 emplois, Montréal est le deuxième centre de production aérospatiale au monde, après Seattle et devant Toulouse. Le Québec s'est aussi taillé une place de premier plan dans les secteurs des télécommunications, du multimédia et des produits biopharmaceutiques. Par exemple, nos exportations de matériel de télécommunications ont augmenté de près de 500 % en dix ans, et celles de matériel de transport et de machinerie ont quadruplé.

Le soutien au libre-échange et la promotion de l'identité nationale ne nous ont jamais semblé contradictoires. Ayant une idée très claire de ce que nous sommes, nous n'hésitons pas à relever le défi de la mondialisation. Notre expérience jusqu'ici dans ce domaine ne fait qu'augmenter notre assurance. Nous estimons qu'elle nous donne le fondement économique nécessaire à notre développement culturel.

La mondialisation nous commande d'être disciplinés et compétitifs. Nous avons récemment entrepris de remettre de l'ordre dans nos finances publiques. Un net avantage de la mondialisation, c'est qu'elle impose aux gouvernements la responsabilité fiscale. La mobilité internationale du capital a tôt fait de pénaliser les déficits galopants par des taux d'intérêt élevés. La position de Québec a consisté à réduire la taille de la dette par rapport au PIB et à nous assurer que tout programme de dépenses publiques présente une valeur ajoutée réelle pour les contribuables en plus d'être exécuté au plus faible coût possible. Cela nous permet de diminuer progressivement le fardeau fiscal.

Notre société fait des efforts considérables pour forger un consensus. Nous avons établi un dialogue permanent entre le gouvernement, le milieu des affaires, les centrales syndicales et divers groupes d'intérêt. En 1996, nous en sommes arrivés à un consensus social sur la nécessité d'éliminer le déficit et de légiférer en conséquence. Les dépenses des programmes ont été strictement contenues, et le déficit budgétaire a été ramené de 6 000 000 000 \$ à zéro en 1999, un an plus tôt que prévu. Les déficits budgétaires sont désormais illégaux au Québec. Malgré d'énormes réductions unilatérales des transferts fédéraux au titre de la santé, de l'éducation et de l'aide sociale, le fardeau décroissant de la dette et la modération continue des dépenses ont permis des réductions d'impôt personnel. Mon gouvernement s'est engagé à faire encore mieux.

Bien que libre-échangistes, nous restons préoccupés par de nombreux problèmes créés par la mondialisation. Il est urgent de mieux gérer plusieurs domaines: les normes minimales de travail, le contrôle des mouvements irrationnels d'importants capitaux, la concurrence internationale des impôts, les paradis fiscaux, la protection de la santé publique, la protection de l'environnement.

Nous devons également axer nos efforts sur la promotion de la diversité culturelle dans le contexte du libre-échange. Je crois que cette question est d'importance stratégique pour toutes les nations, et surtout les petites. La population de langue française du Québec ne représente que 2 % de la population du Canada et des États-Unis. Après 400 ans, notre différence, notre langue, notre identité sont devenues des atouts économiques. Plus de 80 % de la population du Québec est de langue française. Nous vivons en français et travaillons en français. Les mesures que nous avons prises pour promouvoir le français ont toujours respecté les droits historiques de la minorité de langue anglaise. Cette collectivité possède son propre réseau public d'éducation, de santé et de services sociaux et d'institutions culturelles. Les langues et les cultures des communautés autochtones du Québec sont aussi protégées.

Une forte proportion de notre population active est bilingue; 60 % de la main-d'œuvre de Montréal parle couramment l'anglais et le français, et notre gouvernement met en œuvre des programmes destinés à favoriser l'apprentissage d'une troisième langue, en particulier l'espagnol.

Dans un tel environnement, la culture compte. La mondialisation ne doit pas priver les pays et les gouvernements de toute souplesse. Elle doit permettre aux sociétés de conserver les outils dont elles ont besoin pour développer la solidarité. Si les pays et les gouvernements perdaient la possibilité de protéger et de promouvoir leur culture, la plus grande partie du patrimoine humain serait menacée.

Les produits culturels, comme les livres ou les films, ne peuvent être considérés comme de simples produits. Les arts, la créativité et la culture sont affaire d'identité car ils sont liés à des valeurs fondamentales qu'on ne peut laisser aux seules forces du marché. C'est pourquoi le gouvernement du Québec, comme celui du Canada et de bien d'autres pays, soutient que la culture doit jouir d'un statut particulier dans les accords de commerce international. Ce statut doit aussi être garanti par un traité ou tout autre instrument international approprié.

Pour le Québec, la mondialisation n'est pas un système, ni une philosophie, ni une idéologie. C'est une réalité avec laquelle les Québécois composent chaque jour avec de plus en plus de profit.

Le message que je veux transmettre, c'est qu'il est possible de prospérer dans l'univers de la mondialisation sans perdre son âme. J'ai tenté de vous démontrer les efforts que le Québec a consentis pour réaliser, à sa façon, l'équilibre entre ces deux impératifs. Chaque nation doit trouver sa propre voie. J'espère que notre démarche peut être un enseignement utile pour d'autres.

Je vous remercie.